



Webinaire : la réforme de la santé au travail

Que change-t-elle pour vous, employeurs ?

VENDREDI 24 JUIN 2022

Une réforme en application... Progressive

Loi de 2018 => un décret en août 2021, application au 1er octobre 2021

Loi de réforme n°2021-1018 du 2 août 2021 => appliquée depuis le 31 mars 2022.

D'autres décrets sont attendus => l'ACMS vous informe => État des lieux en 2022

- **La prévention de la désinsertion professionnelle**
- **Le Document unique de prévention des risques professionnels (DUERP)**

- ❖ Décret n° 2021-1065 du 9 août 2021 relatif à :
 - **la visite de fin de carrière.**
- ❖ Décret n° 2022-372 du 16 mars 2022 relatif à :
 - **la surveillance post-exposition ;**
 - **les visites de pré-reprise et de reprise** des travailleurs ;
 - **la convention de rééducation professionnelle** en entreprise.
- ❖ Décret n° 2022-373 du 16 mars 2022 relatif à :
 - **l'essai encadré ;**
 - **le rendez-vous de liaison ;**
 - **le projet de transition professionnelle.**
- ❖ Décret n° 2022-374 du 16 mars 2022 relatif aux comités régionaux de reconnaissance des maladies professionnelles.
- ❖ Décret n° 2022-395 du 18 mars 2022 relatif :
 - au **Document unique d'évaluation des risques professionnels (DUERP) ;**
 - aux **formations** en matière de santé, sécurité et conditions de travail.

La visite de reprise

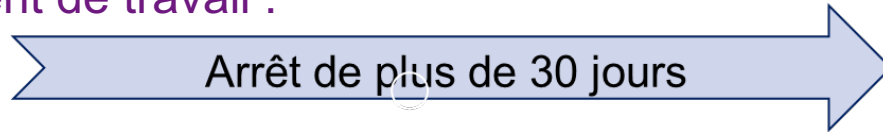
4

Pour les arrêts à partir du 1^{er} avril 2022, l'employeur organise une visite de reprise avec le médecin du travail.

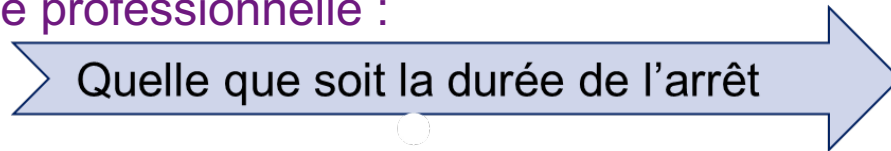
Arrêt maladie : NOUVEAU



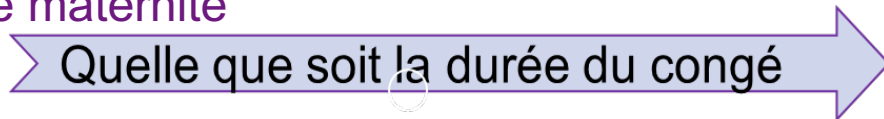
Accident de travail :



Maladie professionnelle :



Congé maternité



(Article L. 4624-31 du code du travail.)

La visite de pré-reprise

Pour les arrêts à partir du 1^{er} avril 2022,
le salarié peut bénéficier d'une visite de pré-reprise
pour les arrêts de travail **de plus de 30 jours**
(au lieu de 3 mois auparavant).

Non obligatoire.

À l'initiative :

- du travailleur lui-même,
- du médecin conseil (CPAM),
- du médecin traitant,
- **du médecin du travail.**

La visite de pré-reprise ne peut pas être à l'initiative de l'employeur.
(Article R. 4624-29 du code du travail.)

Le rendez-vous de liaison entre le salarié et l'employeur

⚠ Il ne s'agit pas d'une visite médicale. ⚠

Quand ?

Arrêt de plus de 30 jours

À l'initiative de l'employeur (pour les salariés volontaires) ou du salarié.

Objectif = Préparer le retour du salarié en entreprise et l'informer qu'il peut bénéficier, avant la fin de son arrêt de travail :

- d'actions de prévention de la désinsertion professionnelle ;
- de la visite de pré-reprise ;
- de mesures d'aménagement possibles du poste et du temps de travail.

Le service de prévention et de santé au travail est associé au rendez-vous.

La visite de mi- carrière

7

- **Durant l'année civile de la 45^e année du salarié**
(échéance pouvant varier selon l'accord de branche).

Objectif = repérer précocement les risques de désinsertion professionnelle.

- Réalisée par le médecin du travail ou déléguée à un infirmier en santé au travail.
- **Possibilité de la coupler à une autre visite.**
- **Possibilité de l'anticiper de 2 ans** : en 2022, en priorité les salariés nés en 1977 et possibilité d'anticiper pour les salariés nés en 1978 et 1979.

La visite post-exposition

- Réalisée par le médecin du travail.
- **Concerne certains salariés en suivi individuel renforcé (SIR).**
Exemples : risque chimique, risque cancérogène...
- L'employeur doit informer l'ACMS **dès qu'il a connaissance de la cessation de l'exposition**, et il doit informer le salarié de la transmission de cette information.
- Le salarié pourra demander le bénéfice de cette visite directement auprès de l'ACMS durant le mois précédant la cessation de l'exposition et jusqu'à 6 mois après la cessation de l'exposition.
- À l'issue de cette visite, le médecin du travail remet au salarié et trace, dans son dossier médical, le document dressant **l'état des lieux de l'exposition**, ce qui permet d'organiser le suivi du salarié pour surveiller les effets médicaux tardifs, en lien potentiel avec l'exposition professionnelle.

La visite médicale de fin de carrière

9

- L'employeur doit signaler à l'ACMS tous les salariés qui partent à la retraite.
- => L'ACMS valide l'éligibilité des salariés à cette visite en fonction de l'historique de leur dossier de santé.
- Les critères d'éligibilité pour un salarié :
 - bénéficier ou avoir bénéficié d'un suivi médical en SIR ;
 - ou avoir eu, au cours de sa carrière, un suivi médical spécifique du fait d'une exposition :
 - à l'amiante ;
 - au plomb ;
 - à des agents cancérigènes, mutagènes ou reprotoxiques (CMR) ;
 - à des agents biologiques des groupes 3 et 4 ;
 - à des rayonnements ionisants ;
 - à un milieu hyperbare.
- **Objectif = expliquer et préconiser une surveillance post-professionnelle** en lien avec le médecin traitant, en fonction des expositions.

➡ Le médecin trace les expositions antérieures (dossier médical et éventuelles attestations d'exposition antérieures transmises par l'employeur) et remet au salarié des documents (courriers, état des lieux) pour la surveillance post-professionnelle.

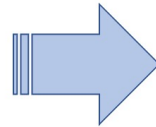
Le Document unique (DUERP) : les obligations de l'employeur

10

Entreprise de moins de 11 salariés	Entreprise de moins de 50 salariés	Entreprise de 50 salariés et plus
Consigner dans le DUERP une liste d'actions de prévention découlant de l'évaluation des risques.		Structurer un Programme annuel de prévention des risques professionnels et d'amélioration des conditions de travail (PAPRIPACT).
Mettre à jour le DUERP : <ul style="list-style-type: none">- lors de toute décision d'aménagement importante,- lorsqu'une information supplémentaire intéressant l'évaluation d'un risque est portée à la connaissance de l'employeur.	Mettre à jour le DUERP : <ul style="list-style-type: none">- chaque année,- lors de toute décision d'aménagement importante,- lorsqu'une information supplémentaire intéressant l'évaluation d'un risque est portée à la connaissance de l'employeur.	
		Le CSE doit être consulté.

Cadre réglementaire du DUERP

- La durée de conservation des versions successives du DUERP ne peut être inférieure à **40 ans**, pour permettre l'accès aux informations a posteriori si besoin (risques émergents...).
- Dépôt dématérialisé sur un **portail numérique national** :
 - à compter du 1^{er} juillet 2023 pour les entreprises \geq 150 salariés ;
 - à compter du 1^{er} juillet 2024 pour les entreprises $<$ 150 salariés.
- Le DUERP est transmis par l'employeur à l'ACMS à **chaque mise à jour**.



En résumé...

12

Les changements qui sont mis en place dès à présent ou précisés :

- ✓ Nouveaux délais pour les visites de reprise et pré-reprise
- ✓ Le rendez-vous de liaison
- ✓ La visite de mi-carrière
- ✓ La visite post-exposition et la surveillance médicale post -exposition
- ✓ La visite de fin de carrière
- ✓ Le DUERP

Les délégations du médecin du travail

Délégations aux infirmiers en santé au travail, déjà en place :

- Visite d'information et de prévention initiales ou périodiques
- Visite organisée dans le cadre du suivi des suivis individuels renforcés (SIR)
- Reprise après une maternité

Délégations aux infirmiers en santé au travail, non en place à ce jour :

- Visite de mi-carrière
- Rendez-vous de liaison
- Visite à la demande du salarié
- Visites de reprise et de pré-reprise

SAUF :

- Préconisations (avis, propositions, conclusions...)
- Visite post exposition
- Visite d'aptitude ou renouvellement d'aptitude des SIR

Pour aller plus loin...

Poursuivez le dialogue avec l'équipe pluridisciplinaire du centre ACMS auquel votre entreprise est rattachée.

Merci de votre attention



55, rue Rouget de Lisle
92158 Suresnes Cedex
☎ 01 46 14 84 00

Retrouvez-nous sur
www.acms.asso.fr

